

Print

Le monde a-t-il besoin d'un «New Deal vert»?

Par [Karl Müller](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2019

[Horizons et débats](#) 9 février 2019

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/le-monde-a-t-il-besoin-dun-new-deal-vert/5639671>

Ce texte doit être compris comme une invitation et non comme une conclusion. La «nouveau» en provenance des Etats-Unis, a également atteint l'Europe: l'idée d'un «New Deal vert». Si l'on recherche le terme sur Google, le moteur de recherche livre quelque 3,5 milliards d'entrées – état au 1er décembre 2019 – et si l'on parcourt les dix premières pages de résultats, on trouve presque exclusivement de l'autopromotion et des jugements positifs. Cela rend suspicieux. Mais une seule personne ne peut pas faire le tour de la question. Il faut faire appel à des experts. Car la question est importante: que faut-il vraiment penser du «New Deal vert», au-delà de son

apologie?

Lors du congrès fédéral du parti Bündnis 90/Die Grünen à la mi-novembre à Bielefeld, leur président réélu Robert Habeck a lui aussi plaidé pour un «New Deal vert». ¹ L'idée vient des Etats-Unis. Là-bas, ce sont surtout des démocrates «de gauche» comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez qui réclament un «New Deal vert» lors de la présente campagne préélectorale. Le «Handelsblatt» allemand a écrit le 5 mai 2019:

«Le nom [«New Deal vert»] doit rappeler le «New Deal», soit les investissements dans les infrastructures et les mesures de création d'emplois par lesquels Franklin Roosevelt a combattu la Grande Dépression. Le «New Deal vert» consiste à réorganiser complètement l'économie d'ici dix ans. La totalité de l'énergie devrait alors provenir de «sources renouvelables peu polluantes». Les investissements publics, notamment dans des trains à grande vitesse, doivent créer de nouveaux emplois pour ceux qui travaillent actuellement dans des secteurs nuisibles au climat. Des programmes d'emploi et de formation continue et l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour tous doivent apporter un soutien supplémentaire à la restructuration.»

Des messages de salut ...

On pourrait en débattre, soulever les avantages et les inconvénients. Mais est-ce vraiment souhaité? Même les titres d'importants livres américains, parus aussi en version française, rendent sceptiques. Le livre de Jeremy Rifkins paru en français en octobre 2019 a pour titre: «Le New Deal vert mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028 – Le plan économique pour sauver la vie sur Terre». Le dernier livre de Naomi Klein, dont la version française date de novembre 2019, porte le titre: «Plan b pour la planète: le new deal vert». Les auteurs sont largement reconnus. D'un côté, ils placent un scénario apocalyptique; de l'autre côté, celui du «sauvetage», on trouve le «New Deal vert».

La brochure de 24 pages du mouvement européen «The Green New Deal for Europe», qui se réfère explicitement aux Etatsuniens et a été publiée peu après les élections au Parlement européen de cette année, laquelle a vu une forte progression notamment des Verts allemand, se lit comme un message de salut sans effets secondaires. Le document décrit 10 piliers du New Deal vert pour l'Europe² dont les intertitres en anglais correspondent à «Notre projet doit répondre à l'ampleur du défi», «Fournir aux services publics les ressources européennes inutilisées», «Renforcer les citoyen.ne.s et leurs communautés», «Garantir des emplois décents», «Relever le niveau de vie», «Etablir l'égalité», «Investir dans l'avenir», «Mettre fin au dogme de la croissance sans fin», «Soutenir la justice climatique dans le monde», «S'engager à agir aujourd'hui pour notre environnement».

Les questions traitées vont bien au-delà de la protection de l'environnement et du développement économique. On observe la propagation d'un modèle postmoderne de société.

... ne tolérant aucune objection?

Ces messagers de salut tolèrent très mal d'autres opinions. Dans une interview accordée à la «Basler Zeitung» (23 novembre 2019), Joschka Fischer, l'homme politique écologiste le plus connu en Allemagne et peut-être au niveau international, a beau avoir balayé d'un «Pensez-donc!» le commentaire du journal selon lequel «de nombreux militants luttent pour une sorte d'éco-dictature, car ils ne croient pas que la démocratie puisse relever le défi», mais cela peut-il convaincre au vu des faits? En Allemagne, il y a beaucoup de résistance à l'expansion de l'énergie éolienne, parce que les énormes éoliennes sont liées à de grosses nuisances pour les gens qui vivent à proximité de ces monstres. Même le gouvernement allemand avait convenu dans son accord de coalition d'interdire l'installation d'éoliennes à moins d'un kilomètre des lotissements les plus proches. Cela a conduit à un différend au sein de la coalition parce que le SPD (et Bündnis 90/die Grünen) font pression pour le développement de l'énergie éolienne, mais qu'il manquait une définition exacte de «lotissement». Est-ce que quelques maisons suffisent, ou faut-il une localité de taille moyenne? Le vice-président du groupe de Bündnis 90/Die Grünen au Bundestag allemand s'est aussi exprimé sur la question à la mi-novembre et a qualifié les détracteurs de l'énergie éolienne de «talibans anti-éoliens»³, c'est-à-dire de fondamentalistes fanatiques, rétrogrades et violents. Sur quoi le prétendu expert climatique de Greenpeace a ajouté que personne ne devrait se faire le tâcheron d'«un opposant irrationnel à la transition énergétique et à la protection du climat». Voilà pour le climat général.

Le 28 novembre, une majorité des deux tiers du Parlement européen a adopté une résolution déclarant l'«urgence climatique» pour l'UE. Mais, il y avait aussi des voix discordantes. Le même jour, Spiegel online citait Markus Ferber, membre du Parlement européen pour la CSU, qui déclarait: «Celui qui décrète aujourd'hui l'urgence climatique réclame tout bonnement des décisions sans légitimation démocratique et vise à passer outre les droits démocratiques. Soit ces gens ne savent pas de quoi ils parlent, soit ils trouvent légitime de court-circuiter le processus démocratique. Tous deux sont profondément effrayants, surtout dans le contexte de notre histoire allemande, et de l'année 1933.» Peter Liese, député de la CDU, aurait déclaré: «C'est justement en Allemagne que le terme «état d'urgence» (Notstand) a été utilisé pour abolir la démocratie après l'entrée en fonction d'Hitler, et que des droits fondamentaux tels que la liberté de la presse ont été restreints. Ce terme suscite avant tout la peur, tout en créant des attentes pour des mesures immédiates que l'Europe ne peut pas prendre.» Quelle place faut-il donner à ces propos?

Pour le «New Deal vert» et pour des guerres de globalisation

Un regard sur l'histoire de l'idée du «New Deal vert» conduit à d'autres questions. Thomas L. Friedman, chroniqueur renommé du «New York Times» et auteur de livres, a communiqué en janvier 2007 des mots-clés importants. A l'époque, il écrivait dans le «New

York Times»: «Si vous avez une éolienne dans votre jardin ou des panneaux solaires sur votre toit, chapeau! Mais si nous voulons rendre le monde plus vert, nous devons convertir notre réseau électrique de manière fondamentale, et dire adieu au charbon sale, au pétrole sale, pour miser sur le charbon propre et les énergies renouvelables. Il s'agit d'un projet industriel énorme, beaucoup plus important que tout ce dont vous avez entendu parler jusqu'à présent. Mais si nous nous lançons dans ce jeu vert, il peut, comme le New Deal, conduire à terme à l'émergence d'un nouveau secteur de l'énergie propre qui rendra notre économie apte à fonctionner au XXI^e siècle.»⁴

Huit ans plus tôt, le même Thomas L. Friedman avait publié un livre intitulé «The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization». Dans le chapitre consacré à la géopolitique de la globalisation, il ne faisait pas uniquement l'apologie de la mondialisation, mais il disait aussi clairement qu'il s'agit d'un projet de puissance mondiale des Etats-Unis et que la puissance économique mondiale des USA ne pourrait être réalisée sans l'armée américaine et sans guerres: «La main invisible du marché ne peut fonctionner sans un poing invisible. McDonald's ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, qui construit le F-15 pour l'US Air Force. Le poing invisible permettant aux technologies de prospérer dans la Silicon Valley est composé de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et de l'infanterie de marine des Etats-Unis.»

Y a-t-il des liens? Le concept du «New Deal vert» n'est-il vraiment rien de plus que du vieux vin dans de nouvelles outres? «Nécessaire» pour ainsi dire avant tout pour maintenir ou reconquérir le pouvoir mondial? Sur une base «verte» cette fois-ci, et surtout dirigé contre les pays du monde qui ont résisté et résistent à l'«unique puissance mondiale» Etats-Unis et qui sont sur le point de faire leur propre chemin? Le fait est que les représentants actuels du «New Deal vert» ne critiquent pas la mondialisation et ses conséquences, mais parlent tout au plus d'une mondialisation «différente». Les Verts européens en sont un bon exemple depuis la publication par leur maître à penser Joschka Fischer en 1998, peu avant la formation du gouvernement rouge-vert en Allemagne, de l'ouvrage «Für einen neuen Gesellschaftsvertrag. Eine politische Antwort auf die globale Revolution» [Pour un nouveau contrat de société. Une réponse politique à la révolution globale].

Mais peut-être que les fondements du concept vont même plus loin encore, dans le sens d'une écologie profonde dont les visions planétaires considèrent des milliards d'êtres humains comme «facteurs perturbateurs», et à laquelle correspond une politique sociétale et démographique «verte» qui plairait aussi à la Fondation Rockefeller et à ses coreligionnaires.⁵

Parfaitement capitaliste

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de lire à la fin de l'article du «Handelsblatt» cité plus haut: «Malgré tout le radicalisme socialiste attribué à Ocasio-Cortez et Sanders, leur New Deal vert s'harmonise beaucoup mieux avec le dictat de croissance imposé par l'économie de marché que ne le souhaitent les représentants d'une économie environnementale socialiste et critique envers la croissance.»

Aux Etats-Unis, un groupe appelé Green New Deal Group a présenté son rapport «A Green New Deal» en juillet 2008. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a adopté le terme, et son chef, l'Allemand-Brésilien Achim Steiner, qui enseigne à l'Université d'Oxford depuis 2016, a lancé en octobre 2008 une initiative intitulée «Global Green New Deal». Le président américain Barack Obama a annoncé un «Green New Deal» pour le programme du gouvernement américain en 2008, et en 2009, les Verts de l'UE ont entamé leur campagne électorale pour le Parlement européen avec un programme de relance et d'infrastructure appelé le «Green New Deal».

2019 – année de «New Deal vert»

Dix ans plus tard, l'année de Greta Thunberg et des «Fridays for Future» est aussi une année de «New Deal vert». Outre les Verts européens, un groupe appelé «Democracy in Europe Movement 2025» s'est notamment emparé du thème. Les 10 piliers du New Deal vert pour l'Europe mentionnés ci-dessus proviennent justement de cette organisation. Après les élections au Parlement européen, cette organisation a lancé une campagne sous la devise «Green New Deal for Europe», qui se veut transpartisane et ouverte à tous les partis, initiatives et ONG possibles, à condition qu'ils soutiennent la plateforme. Ursula von der Leyen, dont la nouvelle Commission européenne est en fonction depuis le 1^{er} décembre, a repris cette idée d'un «New Deal vert», et la réalisation d'un «European Green Deal» est l'une des priorités dans son travail (cf. encadré).

Aux Etats-Unis en février de cette année, l'ancien conservateur Pat Buchanan a rappelé une nouvelle fois, avec un œil critique sur le «New Deal vert», que même le «New Deal» du président américain Roosevelt n'avait à l'époque pas résolu les problèmes économiques et financiers du pays.⁶ La «solution» n'est venue qu'avec la préparation d'un important arsenal militaire en vue de la Seconde Guerre mondiale. Dirk Bavendamm, docteur en histoire et journaliste ayant écrit pour le journal hebdomadaire allemand Die Zeit et les quotidiens «Die Welt» et «Süddeutsche Zeitung», a publié en 1993 déjà un livre au titre et au contenu intéressants: «Roosevelts Krieg. Amerikanische Politik und Strategie 1937–1945». La question des liens entre New Deal et Seconde Guerre mondiale cache peut-être son lot de surprises.

Mais qui va payer la facture?

L'économiste Gabriel Züllig, très porté sur le «New Deal vert», a donné à republi.ch7 des indications sur les coûts du projet. Edward Barbier, professeur d'économie à la Colorado State University, aurait calculé des coûts de financement d'environ 1000 milliards de dollars, rien que pour les Etats-Unis. L'American Society of Civil Engineers parlerait de 4500 milliards de dollars pour les projets d'infrastructure «nécessaires». Selon l'American Action Forum, il faudrait s'attendre à devoir déboursier 5700 milliards de dollars. Enfin Noah Smith de l'agence Bloomberg arriverait à un montant de 17'000 milliards de dollars rien que pour la rénovation éco-énergétique des bâtiments aux Etats-Unis. Züllig ajoute: «Si l'on additionne à cela d'une part les dépenses de santé d'innombrables ménages, couvertes par le financement public d'un New Deal vert, et d'autre part un revenu pour tous les chômeurs, alors le coût du programme atteindrait un montant astronomique.»

Reste la question de savoir d'où et de qui devrait provenir tout cet argent si le pays concerné est déjà lourdement endetté et manque de ressources internes auxquelles il pourrait faire appel. Un coup d'œil dans les livres d'histoire et une pensée logique fournissent quelques réponses alarmantes, et poussent une fois de plus à réfléchir à ce qui pourrait bien être prévu, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Europe. Et à ne pas laisser à des charlatans le soin de protéger l'environnement naturel.

Karl Müller

Notes

1. Robert Habeck a déclaré: «L'ère Merkel touche à sa fin et une nouvelle ère commence. Et la question est de savoir qui trace la voie vers cette nouvelle ère. A l'heure de ce congrès du parti, le moment est venu d'envoyer un signal: nous voulons participer à tracer la voie. Nous

convoitons la responsabilité de pouvoir façonner la nouvelle ère. Et je pense aussi à une grande phrase d'Angela Merkel, prononcée au plus fort de la crise des réfugiés: «Un pays où l'on doit s'excuser pour son humanité n'est pas mon pays.» Cette phrase a donné à toute une génération un «oui», une voix et une parole. Où est passé cet esprit, qui permet de réfléchir aux grandes questions en Allemagne? Nous devons maintenant mettre en place un New Deal vert pour notre époque. Ce New Deal vert n'est pas seulement un grand programme d'investissement, mais un programme économique qui met fin à la guerre de l'économie contre la nature, d'où l'appellation New Deal vert, et le temps presse. Nous devons agir maintenant avec la plus grande énergie possible pour rouvrir des perspectives d'avenir. Concentrons-nous pleinement sur le présent, investissons dans une infrastructure et une économie climatiquement neutres pour que l'avenir soit à nouveau possible. Nous vivons dans la meilleure et la plus libre des républiques que l'Allemagne ait connues. Défendons cette république et veillons à ce qu'elle ne soit pas balayée par le fascisme. Devenons des protecteurs de la Constitution.» (<https://www.stern.de/politik/deutschland/news-im-video-gruenen-chef-robert-habeck-wirbt-fuer-green-new-deal-9004466.html>)

2. <https://static1.squarespace.com/static/5cb636ea93a63267f424e168/t/5d0903bd8512260001ca9a1a/1560871871547/GNDE++Die+zehn+Sa%CC%88ulen+des+Green+New+Deals+fu%CC%88r+Europa+.pdf>

3. <https://www.morgenpost.de/wirtschaft/article227687711/Windkraft-Altmaier-verteidigt-Plaene-fuer-Mindestabstand.html> du 19/11/19

4. Friedman, Thomas L. «A Warning From The Garden», in: «The New York Times» du 19 janvier 2017; <https://www.nytimes.com/2007/01/19/opinion/19friedman.html>

5. Cf. l'article de Matthias Burchardt, «Populisme climatique néolibéral», p. 8–10 de ce journal

6. <https://buchanan.org/blog/are-the-democrats-bent-on-suicide-136395> du 12/2/19

7. <https://www.republik.ch/2019/07/02/wer-hat-den-gruensten-neuen-deal> du 2/7/19

Ursula von der Leyen veut un «Green Deal européen»



Ursula von der Leyen

@vonderleyen

The European Green Deal has to become Europe's hallmark. I want Europe to be the front-runner. I want Europe to be the exporter of knowledge, technologies and best practice. #EUstrivesformore



L'ancienne ministre allemande de la Défense et nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fait de la lutte contre le changement climatique l'une des priorités de son travail dans sa nouvelle fonction. Dans son intervention détaillée présentée devant le Parlement européen à la mi-juillet 2019 («Une Union ambitieuse. Mon agenda pour l'Europe»¹), Mme von der Leyen a décrit, comme premier point sur trois pages, un «Green Deal européen» [Projet vert européen] correspondant parfaitement à un programme européen pour un «Green New Deal». Elle prévoit d'énoncer les détails de son programme au cours des 100 premiers jours de son mandat. Elle a annoncé que d'ici 2030, elle veut réduire les émissions de CO₂ de 50 à 55% par rapport aux niveaux de 1990 et que d'ici 2050, l'UE devrait être «climatiquement neutre», c'est-à-dire que les émissions de CO₂ devraient correspondre à ce que la nature peut absorber et traiter. Le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans ne sera pas seulement l'adjoint de Mme von der Leyen, mais également le commissaire européen responsable du «Green Deal européen». Le volume des dépenses prévues, dont l'UE et les Etats membres devront supporter la majeure partie, est énorme. Mme von der Leyen a mentionné jusqu'à présent le montant d'un billion d'euros pour les années 2020 à 2030. Le 26 novembre 2019, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a annoncé qu'elle était en possession d'un rapport de la Commission européenne selon lequel 3 billions d'euros de dépenses sont prévus, donc 300 milliards pour chaque année entre 2020 et 2030 – et cela notamment au détriment des dépenses de l'UE pour l'agriculture. Jusqu'à présent, Mme von der Leyen nie encore l'existence de tels plans.

Non seulement le SPD soutient le projet d'un «Green Deal européen»² de Mme von der Leyen, mais les Verts ont également signalé leur accord. Dans une tribune parue dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 13 octobre 2019, la porte-parole du groupe des Verts pour la politique européenne et Robert Habeck, président du parti des Verts allemands, écrivent que le plan de Mme von der Leyen est «également une énorme chance pour l'Allemagne», pouvant «ressouder l'Europe». Robert Habeck a également plaidé en faveur du «New Green Deal», et le mouvement «Démocratie en Europe 2025» (cf. article ci-dessus) considère également le plan de Mme von der Leyen comme fondamentalement positif, mais exprime néanmoins des soucis concernant quelques structures actuelles de l'UE.³

Jusqu'à présent, on n'entend guère de préoccupations à ce sujet dans la sphère publique. Le 20 novembre 2019, le journal «Die Welt» a rapporté que l'association des Chambres allemandes du commerce et de l'industrie (DIHK) et la Chambre économique fédérale autrichienne (WKÖ) avaient rédigé une prise de position critiquant les projets de Mme von der Leyen. Le journal écrit: «Les entreprises mettent en garde contre une politique climatique remettant en question la croissance et la prospérité de l'Europe». Les exigences de Mme von der Leyen «effrayaient de nombreuses entreprises. Les objectifs de réduction actuels menacent déjà beaucoup d'entreprises». «Dans de nombreux secteurs, les objectifs de réduction ne sont pas réalisables avec les technologies et les processus existants», est-il écrit littéralement dans la prise de position mentionnée.

Notes

1. En allemand: https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/political-guidelines-next-commission_de.pdf du 16/7/2019

2. <https://www.vorwaerts.de/artikel/european-green-deal-oekologischen-sozialen-wandel-gang-setzt> du 8/11/2019

3. <https://www.politico.eu/article/ursula-von-der-leyens-green-deal-is-doomed-climate-change-european-commission/> du 16/11/2019

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Karl Müller, Horizons et débats, 2019